

## L'homme et la société industrielle

Le Cinquième Congrès d'étude du Commonwealth s'est tenu au Canada, du 17 mai au 7 juin, sous la présidence de S.A.R. le duc d'Edimbourg. Le thème en était, *l'Homme et la Société industrielle*.

Les 300 congressistes se sont d'abord réunis à l'Université Queen's, à Kingston (Ontario), où ils se sont répartis en 20 groupes pour des sessions préliminaires d'étude. Le programme comprenait la visite de plusieurs localités canadiennes.



S.A.R. le duc d'Edimbourg

Les participants se sont ensuite rendus à l'Université Laval, à Québec, où ils ont travaillé en assemblée plénière, sous la présidence de S.A.R. le duc d'Edimbourg, pour communiquer le résultat de leurs études et échanger points de vue et connaissances.

### Objet du Congrès

A l'exemple des rencontres précédentes (1956, 1962, 1968, 1974), le Congrès était organisé dans le but de reconnaître les personnes qui, dans les divers pays du Commonwealth et à l'intérieur tant de l'entreprise privée et des milieux syndicaux que de la fonction publique, se présentent comme de futurs chefs de file.

L'objectif est aussi de mettre ces personnes en présence du plus grand nombre possible de problèmes humains propres à la société industrielle actuelle, tout en favorisant l'échange et le dialogue. Il s'agit, de plus, d'aider les participants à concevoir de meilleures politiques et à prendre de meilleures décisions lorsqu'ils occuperont des postes clefs au sein des communautés industrialisées du Commonwealth.

## Premier pas vers une révision de la Constitution canadienne

Moins d'un mois après le référendum tenu au Québec, le premier ministre du Canada et les premiers ministres des provinces se sont réunis comme promis pour entreprendre le processus des négociations constitutionnelles.

Les discussions ont eu lieu à huis clos, le 9 juin, à la résidence du premier ministre, M. Pierre E. Trudeau, à Ottawa. Y assistaient les premiers ministres provinciaux suivants: M. Bill Davis (Ontario), M. Peter Lougheed (Alberta), M. Bill Bennett (Colombie-Britannique), M. Sterling Lyon (Manitoba), M. Allan Blakeney (Saskatchewan), M. René Lévesque (Québec), M. Richard Hatfield (Nouveau-Brunswick), M. Brian Peckford (Terre-Neuve), M. Angus Mclean (Île-du-Prince-Édouard) et M. John Buchanan (Nouvelle-Écosse).

Lors d'une conférence de presse tenue à l'issue de la réunion, M. Trudeau a dévoilé le calendrier détaillé des réunions qui se tiendront à divers niveaux d'ici septembre pour discuter d'une liste de 12 priorités dont: la propriété des ressources et le commerce interprovincial, les ressources au large des côtes, les pouvoirs qui touchent l'économie, les communications (incluant la radiodiffusion), le droit de la famille, une nouvelle Chambre haute impliquant les provinces, la Cour suprême, le rattachement de la Constitution, un engagement au partage (réduction des disparités régionales) et une charte des droits incluant les droits linguistiques. Sur le point concernant le partage, l'on a ajouté les pêcheries.

Un autre point à l'étude sera la déclaration de principes en faveur d'une nouvelle constitution que les premiers ministres provinciaux ont refusé de discuter lors de cette première réunion.

Cette déclaration, présentée par M. Trudeau, proclame d'abord que "le peuple du Canada est libre et responsable de sa destinée". Elle poursuit ainsi: "Issus de la rencontre du fait anglais et du fait français en Terre d'Amérique, foyer ancestral de nos populations autochtones, et enrichis par l'apport de millions de Néo-Canadiens venus des quatre coins du globe, nous avons voulu vivre, par-delà les frontières du sang, de la langue et de la religion, une aventure de partage économique et cul-

turel dans le respect de notre diversité".

La Déclaration contient aussi des affirmations concernant les principes démocratiques, le fédéralisme, une nouvelle constitution réaffirmant le caractère officiel des langues française et anglaise, le pluralisme et les droits des autochtones, sans oublier une charte spécifiant les droits fondamentaux "y compris le droit d'être éduqué dans sa propre langue française ou anglaise, là où le nombre le justifie".

### Réaction des premiers ministres

Résumant le sentiment des premiers ministres provinciaux, le premier ministre de la Colombie-Britannique, M. Bill Bennett, a déclaré: "L'échéancier que nous nous sommes fixé — trois mois — prouve que nous sommes optimistes... Il va falloir faire preuve de souplesse. Nous nous sentons réellement engagés à faire des progrès d'ici septembre".

Les premiers ministres prennent l'échéancier fixé très au sérieux et certains parlaient même de six semaines de réunions intensives, plutôt que de trois.

La première réunion se tiendra à Ottawa mais il semble que l'on veuille faire par la suite une sorte d'assemblée itinérante.

### Accord avec les îles Féroé

Un accord sur les relations halieutiques du Canada et du royaume du Danemark a été signé le 3 juin à Ottawa.

L'accord a été signé au nom du Canada par le ministre des Pêches et des Océans, M. Roméo LeBlanc, et au nom du Royaume du Danemark et des îles Féroé par M. Vagen Korsbaek, ambassadeur du Danemark, et le lagmand Atli Dam, chef du gouvernement local des îles Féroé.

L'accord reconnaît la zone de pêche canadienne de 200 milles, les affectations de prises qui sont en sus des besoins du Canada, la protection du saumon canadien, les entreprises de coopération commerciale pour les produits de la pêche et l'intérêt particulier que porte le Canada aux stocks se trouvant à proximité ou au-delà de la limite des 200 milles, au large de la côte de l'Atlantique.